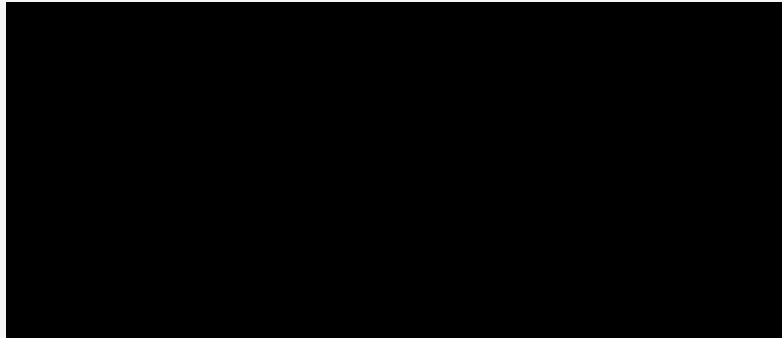




« Des millions de jeunes sont freinés par leur ancrage géographique »

2020 sera l'année des « territoires » – terme cher à la macronie – ou ne sera pas. Après le « Campus des territoires » de La République en marche le week-end dernier à Bordeaux, le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a confié à Salomé Berlioux, 28 ans, une mission de réflexion sur les difficultés rencontrées par la jeunesse dans les zones rurales et des petites villes. La fameuse « France périphérique ». La présidente de Chemins d'Avenirs, coautrice des Invisibles de la République et experte associée à la Fondation Jean-Jaurès, devra rendre ses conclusions au ministre début 2020. Hasard du calendrier, juste avant les élections municipales... Entretien.

Le Point : Vous avez été reçue par Jean-Michel Blanquer ce mardi soir. Pourquoi vous a-t-il choisie, vous, pour mener cette mission ?



Salomé Berlioux, Founder and President of the French association Chemins d'avenirs. Paris, March 2019Photo Damien Grenon © Damien Grenon / Damien Grenon / Photo12 Salomé Berlioux : J'ai rencontré Jean-Michel Blanquer à plusieurs reprises par le passé. Très sensible au défi de l'égalité des chances territoriale, il a notamment souhaité me recevoir dans le cadre de mes actions au sein de Chemins d'avenirs et après la parution de l'essai Les Invisibles de la République. Lors de ces différents entretiens, nous partageons la conviction qu'il fallait aller plus loin sur les questions d'orientation et d'égalité des chances pour les jeunes des territoires. Il faut dire que, dans la France des zones rurales, des petites villes, des villes moyennes, des zones pavillonnaires, vivent plus de la moitié des jeunes Français ! Or ces jeunes cumulent les obstacles tout au long de leurs parcours et ne sont pas dans la même situation de départ pour construire leur parcours que des jeunes de Paris, ou Bordeaux. Ce sujet est trop longtemps resté dans l'angle mort des politiques publiques : jusqu'à présent, aucun responsable politique de premier plan n'avait pris conscience de la mesure du phénomène, de ces millions de jeunes qui, malgré tout leur potentiel, sont trop souvent freinés par leur ancrage géographique, à l'heure de s'élancer vers l'avenir. La France peut se montrer pionnière en matière d'égalité des chances territoriales

Quels sont vos objectifs ?

Cette mission de réflexion, non rémunérée, a deux grands objectifs. Premièrement, affiner le constat, objectiver le diagnostic et l'approfondir, en tenant compte des travaux qui peuvent exister sur le sujet et en rencontrant le plus d'acteurs possibles, les jeunes eux-mêmes bien sûr, mais aussi tous les acteurs pertinents pour aboutir à l'exposé complet d'une situation encore mal appréciée, construire un corpus plus important. Deuxièmement, faire remonter au ministre les pistes de solutions qui pourraient être mises en place à l'échelle nationale. J'insiste sur cette « échelle nationale » car, à l'échelle locale, il existe déjà beaucoup d'initiatives, des petites villes très dynamiques sur ces sujets, des associations engagées. Comme nous l'avions déjà souligné Erkki Maillard et moi pour LesInvisibles de la République, l'État doit jouer pleinement son rôle, notamment comme un catalyseur des initiatives déjà existantes.

Savez-vous déjà comment, et avec qui, vous allez procéder ?

Oui, d'abord en allant sur le terrain et en consultant une grande diversité d'acteurs. Je ne pars pas de rien, notamment grâce à l'écosystème construit par Chemins d'avenirs depuis plus de trois années. Cet écosystème associe l'Éducation nationale – nous avons déjà des relations étroites avec des rectorats, des chefs d'établissement, des enseignants, des conseillers d'orientation-psychologues –, les entreprises, la société civile, des associations, les familles... Il est crucial de systématiser ces consultations avec l'État, les collectivités territoriales, les entreprises, les spécialistes des questions d'éducation ; de les élargir, au niveau macro comme au niveau micro, y compris en allant voir de petites expérimentations qui ne sont pas dans la lumière ! Et de regarder du côté de l'étranger. La question des jeunes dans les territoires périphériques est également peu traitée dans les autres pays d'Europe. La France, c'est dans son ADN, elle peut se montrer pionnière en matière d'égalité des chances territoriales.

Lire aussi Amazon vs leboncoin : deux France irréconciliables ?

Le souci, c'est que vous n'avez que six mois devant vous...

C'est court, c'est vrai. En même temps, l'objectif est d'avoir des pistes de réflexion complémentaires, structurées et efficaces assez rapidement. Les accélérations de calendrier ne me font pas peur. On peut faire vite et bien ! L'association Chemins d'avenirs s'est déployée très rapidement, parce qu'elle pouvait s'appuyer sur le soutien de partenaires engagés, sur celui des acteurs de l'Éducation nationale, d'associations engagées en matière d'égalité des chances, notamment dans les quartiers, que nous avons pu consulter. Nous accompagnions 100 jeunes en 2016, ils seront 1 000 dans les prochains mois. Je suis agréablement surprise de voir à quel point ce sujet fédère ! Cela me donne beaucoup d'espoir. Depuis les origines du projet, nous sommes accueillis à bras ouverts par les personnels de terrain de l'Éducation nationale, avec lesquels nous travaillons main dans la main. C'est en ce sens que les solutions proposées doivent être à 360 degrés : les plus pragmatiques possible à l'échelle locale et les plus ambitieuses possible à l'échelle du pays.

Le week-end dernier, vous étiez invitée au « Campus des territoires » de La République en marche à Bordeaux. Devant les élus et les militants, sur quoi avez-vous insisté ?

J'étais invitée dans le cadre de la table ronde organisée par la Fondation Jean-Jaurès. C'était une carte blanche, donc l'idée était bien sûr de faire un petit pas de côté, de mettre en lumière des sujets dont nous considérons qu'ils doivent être prioritaires dans les mois à venir, notamment en vue des élections municipales. Entre le prix Goncourt 2018 (Leurs Enfants après eux, de Nicolas Mathieu, NDLR), le grand débat national, les enquêtes de terrain produites par les journalistes, il y a un mouvement d'ampleur qui veut mieux comprendre les enjeux des territoires et agir en leur faveur. C'est un mouvement vertueux. Mais dans ce mouvement, il ne faudrait pas passer à côté de la question cruciale de la jeunesse des territoires. Je pense que pendant longtemps on n'a pas réussi à la voir, parce qu'elle ne faisait pas partie de notre carte mentale des inégalités ; on n'a pas pu la voir, parce que la situation de ces jeunes est objectivement complexe à appréhender ; et on n'a pas pris le temps de la voir, peut-être parce que ces jeunes sont « loin » et ne sont pas forcément revendicatifs. À l'échelle individuelle, c'est une catastrophe. À l'échelle de la nation, cela corrode le lien social. Alors que, j'en suis convaincue, il est possible de s'appuyer sur notre jeunesse pour faire société ! C'est bien tout l'enjeu.

Lire aussi « L'Archipel français », enquête sur les nouvelles fractures françaises

Vous parliez de trois « défis » à relever...

Exactement. D'abord, rompre avec l'invisibilité de cette jeunesse qui, comme je le disais, est trop longtemps restée dans l'angle mort des politiques publiques. Cela doit ensuite conduire à élargir le champ des possibles de ces jeunes, qui ont une confiance en eux et des perspectives limitées, souvent traduites par une puissante autocensure. Et, enfin, être attentif au fait que ces jeunes ont trop souvent le sentiment de vivre un décalage entre « réalité vécue » et « modèle promu »... Les difficultés qu'ils rencontrent ont bien sûr des conséquences, économiques, sociales et politiques. Et appellent à des solutions politiques. Ce dont le ministre de l'Éducation nationale a éminemment

conscience.